Ukraine : Les “observateurs OSCE”, n’étaient ni observateurs, ni OSCE

DJORDJE KUZMANOVIC

envoyer par mail | Partager 619

13 juin 2014

Article en PDF :

Les médias français de masse, dans leur vaste majorité et à quelques notables exceptions près, font malheureusement preuve d’un atlantisme débridé que même la plus élémentaire compassion ou tout simplement la vérité ne détournent pas de leur travail de manipulation des consciences. Le cas de l’Ukraine est une anthologie de propagande éhontée.

L’histoire des “membres de l’OSCE pris en otages” en est un exemple saisissant. Nos médias aux ordres de Washington l’ont répété à l’envie : “des membres de l’OSCE ont été pris en otages”… Ces dizaines de journalistes sur qui repose l’information de millions de citoyens ne se sont même pas donné la peine de vérifier sur le site de l’OSCE si ces “otages” étaient bien membres de l’OSCE. (OSCE= Organisation de Coopération et de Sécurité en Europe)

Or en fait de membres de l’OSCE, il s’agissait de militaires allemands et européens travaillant pour la Bundeswher (armée allemande) dans le cadre d’un partenariat bilatéral signé avec les nouvelles autorités de Kiev. Les présenter à longueur d’article comme des membres de l’OSCE relève au mieux de l’incompétence crasse, au pire, c’est un mensonge volontaire et collectif grave.

Le récit d’un mensonge.

Le 25 avril, on annonçait dans les médias que plusieurs “membres de l’OSCE” avaient été pris en otage à Slaviansk par les “pro-Russes” : huit “observateurs européens” et leurs quatre accompagnateurs ukrainiens. Huit jours plus tard, le 3 mai 2014, les mêmes médias annonçaient en chœur la “libération des membres de l’OSCE et de leurs accompagnateurs ukrainiens pris en otage” et se félicitaient de leur bonne santé en les élevant au rang de héros.
Pendant plus d’une semaine, cette histoire sera l’occasion pour la vaste majorité des médias de laisser comprendre que les “pro-Russes” de l’est de l’Ukraine avaient séquestré des membres d’une organisation internationale faisant leur légitime travail. Il a été fortement insinué que la Russie avait une responsabilité importante dans cette “prise d’otage”. Le récit a été répété ad nauseam dans le cadre d’une vaste campagne de propagande anti-russe et de légitimation du sulfureux gouvernement de Kiev.

La vérité derrière le récit médiatique

Le problème, c’est que dès le 25 avril au soir, jour de “la prise d’otage des membres de l’OSCE”, Claus Neukirch , directeur adjoint du Centre de prévention des conflits de l’OSCE - un diplomate de premier plan de l’OSCE donc - tenait les propos suivants sur la première chaîne autrichienne, l’ORF :

1. Les personnes retenues n’étaient pas membres de l’OSCE
2. Compte tenu du fait que ce ne sont pas des membres de l’OSCE, celle-ci ne négocierait pas leur libération
3. L’OSCE n’avait fait aucune estimation des risques encourus pour cette mission puisque… ce n’était pas une mission de l’OSCE (la journaliste semblait, déjà, avoir du mal à comprendre).

4. Il s’agissait d’observateurs militaires européens œuvrant dans le cadre d’une mission militaire bilatérale entre l’Allemagne et l’Ukraine pour le compte d’une branche des forces armées allemandes, la "Zentrum für Verifikationsaufgaben der Bundeswehr" (Centre de vérification de la Bundeswehr)
5. Fort logiquement, les négociateurs étaient les autorités allemandes.

La vidéo originale de l’interview de M. Claus Neukirch était visible directement sur le site de l’ORF, mais le lien y a été supprimé.

Le maintien d’une fausse version malgré le démenti officiel

Et pour cause : suite à ce démenti de bonne foi fait dans l’immédiat face à des propos erronés tenus par un journaliste, il n’y en aura plus d’autres.
Pas de démentis formels de la part de l’OSCE, de l’OTAN ou d’une quelconque chancellerie occidentale.
Seul le site du ministère des affaires étrangères russe indiquait qu’il ne s’agissait pas de membres de l’OSCE.
Les médias auraient pu aisément vérifier cette affirmation. Mais là encore aucune enquête sérieuse de la part de journalistes.
Le récit mensonger était lancé, il pouvait continuer son œuvre, parmi tant d’autres récits de propagande bellicistes qui risquent de détruire les dernières chances de résolution pacifique du conflit.

Un travail journalistique honnête aurait pu permettre de constater que sur le site de l’OSCE on ne trouvait :

- Rien sur cette prise d’otages. Etonnant pour une organisation comme l’OSCE de ne pas communiquer sur une prise d’otages potentiellement dangereuse pour la vie de ses membres. Un document interne et public de l’OSCE, *"OSCE monitoring mission to Ukraine : The facts"* en date du 28 avril, **rédigé donc après la prise d’otages**, ne fait aucune mention de quelconques otages de l’OSCE retenus en Ukraine. Une telle omission dans un document officiel traitant des “faits de la mission de surveillance de l’OSCE en Ukraine” rédigé trois jours après la date de “la prise d’otage” serait le moins bizarre.
- Pendant la semaine qui suivra le 25 avril, pas une ligne sur d’éventuelles négociations, ni commentaires sur l’état des otages.
- Le 3 mai, rien non plus sur la libération de ces “otages”. Etonnant… les organisations internationales, les grandes ONG ou les medias communiquent fortement lorsqu’ils récupèrent leurs membres pris en otages.
- En fait si, on pouvait trouver ce communiqué :

*"OSCE Chairperson-in-Office and Swiss Foreign Minister Didier Burkhalter expressed his gratitude to all participating States involved in the efforts for the release of **the seven military inspectors** and their Ukrainian hosts who were detained in Sloviansk by a group of armed individuals"* (Le Président en exercice de l’OSCE et ministre des Affaires étrangères suisse, Didier Burkhalter, a exprimé sa gratitude à tous les Etats participants impliqués dans les efforts pour la libération des sept inspecteurs militaires et leurs hôtes ukrainiens qui étaient détenus à Sloviansk par un groupe d’individus armés) ; là encore, aucune mention de leur appartenance à l’OSCE.

Le mandat de l’OSCE était d’envoyer des observateurs civils, pas des militaires

Et pour cause : dans un autre document de l’OSCE, en date du 21 mars 2014, "Décision N° 1117 Déploiement d’une mission spéciale d’observation de l’OSCE en Ukraine", soit le mandat de la mission de l’OSCE en cours au moment des faits, il est précisé dans l’article 6 que ce sont 100 observateurs civils qui seront déployés en Ukraine ; il n’est aucunement question d’“observateurs militaires”.

6. La Mission spéciale d’observation sera constituée dans un premier temps de 100 observateurs civils qui travailleront, le cas échéant, 24 heures sur 24 et sept jours sur sept en équipes. L’observateur en chef informera la Présidence, le Conseil permanent et le pays hôte des modalités concrètes, en fonction des besoins sur le terrain. Selon qu’il conviendra et en fonction de la situation, les effectifs de la mission pourront être augmentés de 400 observateurs supplémentaires au total. Les observateurs seront déployés initialement à Kherson, Odessa, Lvov, Ivano-Frankivsk, Kharkiv, Donetsk, Dniepropetrovsk, Tchernivtsi et Louhansk. La mission sera basée à Kiev. Tout changement au niveau du déploiement fera l’objet d’une décision du Conseil permanent.

Notons enfin, que seul EuroNews fournira une information précise le jour de la libération des “otages”, et encore, sur le prompteur en bas de l’écran : *"L’OSCE se félicite de la libération des observateurs militaires européens"* (“European military observers”) sans jamais mentionner qu’ils sont membres de l’OSCE.

On pourrait se dire à la lumière de la sociologie des médias qu’il s’agit là d’une malheureuse erreur : les médias voient leurs crédits coupés, en particulier pour les enquêtes longues portant sur les questions internationales, et sont enjoints à produire des nouvelles toujours plus vite dans un environnement hautement compétitif, d’où une forte tendance à se copier les uns les autres pour le bon comme pour le moins bon, les stagiaires et pigistes mal payés y sont surreprésentés, etc., etc.

Même si c’était le cas, constatons alors que “l’erreur” se transforme en une propagande

répétée massivement pour convaincre le citoyen de suivre les ordres du bon maître, le persuader que le coupable et donc le mal dans tous les événements d’Ukraine serait la Russie et que le bien et la vertu seraient incarnés par l’Occident sous le drapeau de l’OTAN, et par son guide suprême : les Etats-Unis. Et malheureusement ça marche. Comme l’écrivait Aldous Huxley dans Le Meilleur des mondes, “64 200 répétitions font la vérité”.

C’est de la criminalité de clavier, car cette propagande a des conséquences lourdes : elle attise les haines, tend des situations déjà difficiles, crispe les camps sur leurs positions. Comment d’ailleurs les “fédéralistes” et “pro-Russes” d’Ukraine de l’est pourraient-ils percevoir autrement cette histoire des “otages de l’OSCE” sachant bien qu’il ne s’agit pas de membres de cette organisation ? Ils ne peuvent que se sentir visés par une campagne de désinformation coordonnée et délibérément orientée contre eux.

Comment les vrais et nécessaires observateurs de l’OSCE pourront-ils demain travailler sereinement sur le terrain ? Ce mensonge ne les met-il pas en danger ?
Le plus grave, c’est que le mensonge ici décortiqué n’est qu’un exemple parmi tant d’autres. Comment, alors qu’on travaille ainsi à diaboliser systématiquement les contestataires de l’est de l’Ukraine, pourra-t-on restaurer la confiance entre différentes populations de ce pays, sans laquelle il n’est pas de destin commun possible ?

Cet épisode rappelle le devoir de chaque citoyen tel que le formulait dans son discours à la jeunesse le grand Jaurès assassiné il y a 100 ans : “le courage c’est de chercher la vérité et de la dire ; c’est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques ”.

Djordje Kuzmanovic est membre du bureau national du Parti de Gauche, président de la commission défense, co-référent pour la Russie et l'Ukraine

Source : http://blogs.mediapart.fr/blog/djor...

Haut de la page - Accueil

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits reservés

Graphisme et Développement : Platanas studio